

# Politique économique et relations extérieures

Autor(en): **Perrenoud, Marc**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **17 (2010)**

Heft 1: **Wirtschaftsgeschichte in der Schweiz : eine historiographische Skizze = L'histoire économique en Suisse : une esquisse historiographique**

PDF erstellt am: **23.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-306553>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

## Politique économique et relations extérieures

Marc Perrenoud

Comme le souligne Cédric Humair dans sa contribution à ce numéro, les relations économiques extérieures ont joué un rôle majeur dans l'histoire de la Suisse. Cette constatation, que d'autres historiens ont exprimée depuis plusieurs décennies, amène à souligner une différence considérable entre l'abondance des études sur la politique suisse et la portion congrue occupée par les activités économiques dans les travaux historiques. Certes, des chantiers ont été ouverts et ont élargi les connaissances, mais les lacunes restent béantes.

Dès les débuts du processus dont résultera, après plusieurs siècles, la Confédération moderne, les relations économiques internationales ont constitué l'armature des institutions politiques, cantonales et fédérales. Que serait la Suisse sans le Gothard, sans sa situation géographique qui l'a placée au centre des échanges commerciaux et financiers? Que serait la Confédération sans les Alpes, lieux de passages obligés entre l'Italie, la France et l'Allemagne, entre la Méditerranée et la Mer du Nord? Ces données géographiques ont fourni les conditions de possibilité de l'expansion économique de la Suisse et de la constitution de la Confédération (Bergier 1984). Toutefois, elles étaient nécessaires, mais non suffisantes pour que ce pays puisse acquérir sa prospérité discrète, d'abord limitée à quelques activités spécifiques, puis consolidée sur des piliers de l'essor économique: industries spécialisées, place financière, transactions commerciales. De plus, les atouts économiques de la Suisse ne peuvent être valorisés qu'à l'aide d'instruments politiques. Le transit alpin nécessite des négociations internationales et constitue un facteur important de la politique étrangère (Forster 2001). Celle-ci est menée par des personnalités politiques, des hommes d'affaires et des hauts fonctionnaires. Au 19<sup>e</sup> siècle, l'appareil diplomatique reste embryonnaire. Les guerres mondiales, les crises structurelles et les interventions étatiques dans les échanges internationaux vont entraîner un essor des structures administratives (Perrenoud 1988, 2008). Pour évoquer la bibliographie sur la politique économique, le présent article donne un aperçu des publications, puis des travaux en cours et, enfin, souligne les lacunes historiographiques ainsi que les perspectives de recherches.

## Aperçu des publications

Ce sont le plus souvent des facteurs extérieurs à la Suisse qui stimulent des publications sur l'histoire économique. En effet, les crises internationales et les guerres mondiales révèlent des problèmes et des structures qui motivent des recherches souvent rédigées par des auteurs influencés par les renouvellements historiographiques hors de Suisse (Julius Landmann, William Rappard, Paul Bairoch, Jean-François Bergier, Hansjörg Siegenthaler, pour citer quelques exemples) ou par les méthodes d'autres disciplines universitaires comme la sociologie ou la politologie (notamment Richard Behrendt, Erich Gruner). Il faut ajouter une autre catégorie d'ouvrages: les thèses de doctorat et les ouvrages jubilaires qui sont rédigés par des personnalités actives dans la politique économique. En particulier des auteurs comme Ernst Wetter (1877–1963), John Brunner (1903–?), Albert Masnata (1900–1983), Adolf Jöhr (1878–1953) et son fils Walter Adolf (1910–1987), Heinrich Homberger (1896–1985), Max Iklé (1903–1999) ou Josef Jung (né en 1955) ont publié des ouvrages qui contiennent de nombreuses informations utiles sur les banques, sur les organisations patronales, sur l'expansion commerciale et industrielle à travers le monde. Ces auteurs disposent d'accès privilégiés aux informations sur les entreprises ou les associations professionnelles qui sont à la fois leurs employeurs et leurs sujets de publications. Celles-ci trouvent leurs limites dans leurs objectifs liés à des stratégies de carrière, de publicité ou d'auto-justification.

Si certaines publications se laissent caractériser par l'hagiographie, d'autres recherches résultent d'interrogations et de critiques exprimées à travers le monde au sujet de l'économie suisse. Les relations avec l'Axe de 1933–1945 et celles avec l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid ont motivé des recherches, très approfondies dans le cas de la Commission indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre mondiale (CIE) («commission Bergier»), mais plus limitées sur les rapports avec le régime raciste (PNR 42+). Alors que la CIE a pu bénéficier d'un accès aux archives privées, le secret des affaires ne pouvant être opposé à ses travaux de 1997–2001, le Parlement n'a pas accepté de prendre une décision analogue pour le PNR 42+. Celui-ci a donc été amené à confiner ses recherches aux archives publiques. Parmi les publications de la CIE, certaines traitent de la politique économique: le rapport sur les transactions d'or montre l'importance internationale de la place financière suisse, ce qui pose des problèmes aux autorités politiques (peu informées au sujet des opérations bancaires, sollicitées d'intervenir au nom de la lutte contre l'inflation, confrontées aux critiques internationales à cause des biens pillés, amenées à agir sur le plan diplomatique afin de surmonter l'isolement international de la Suisse après les victoires des Alliés). Le rapport sur le commerce extérieur (Meier et al. 2002)



montre comment fonctionne l'économie de guerre en Suisse, tandis que les échanges internationaux évoluent sous l'impact du conflit mondial. Les transactions commerciales portent à la fois sur des matières premières, des produits agricoles ou industriels. Les entreprises suisses disposent de capacités spécifiques (notamment: produits de haute technologie, spécialisations industrielles, aluminium, électricité), en Suisse et à l'étranger (Kleisl 2001, Ruch/Rais-Liechi/Peter 2001). Les organisations patronales constituent des rouages centraux qui permettent à l'économie de fonctionner tandis que les acteurs publics doivent assumer des responsabilités et des risques qui résultent de la guerre mondiale. Le rapport sur les accords de compensation (Frech 2001) analyse les effets des crises des années 1930 sur le commerce extérieur qui sera aussi déterminé par le conflit mondial. Dans ces conditions, les autorités politiques sont amenées à jouer un rôle de conciliation des intérêts divergents des milieux économiques (qui s'opposent pour répartir les moyens réduits à disposition, ce qui provoque des oppositions entre différentes branches économiques ou entre divers groupes d'intérêts). Elles doivent aussi contribuer au financement des relations économiques extérieures: le Conseil fédéral accepte d'accorder des crédits massifs de clearing à l'Allemagne et à l'Italie, puis il rachète des stocks d'or que la Banque nationale suisse lui demande de «stériliser» afin d'obvier aux effets inflationnistes des reprises d'or aux Alliés. Dans son rapport final, la CIE note que la Suisse a adopté une forme de corporatisme pragmatique, libéral et officieux. En fait, elle a combiné un bilatéralisme interventionniste et un internationalisme libéral; en jouant sur différents registres, elle a pu traverser les turbulences des années 1930 et 1940. Le primat des intérêts des milieux d'affaires a déterminé les décisions, les timidités ou les abstentions des autorités politiques. On retrouve de tels traits structurels dans les attitudes suisses face à l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid (Kreis 2005, 2007). Les activités des milieux d'affaires ressortent des analyses de David Gygax (2001) sur le lobby favorable à l'Afrique du Sud, et celles sur les relations économiques (Bott et al. 2005).

Si des historiens ont pu travailler grâce aux décisions adoptées en 1996 et 2000 par les autorités fédérales, d'autres publications historiques ont été soutenues par les entreprises elles-mêmes. Plusieurs volumes ont ainsi été publiés en 2001 et 2002, alors que la CIE achevait la publication de ses travaux. Toutefois, à l'exception d'un solide ouvrage (Loepfe 2006), des livres édités en contrepoint à la CIE ne paraissent plus.

Pendant une dizaine d'années, des recherches et des publications ont pu bénéficier de circonstances particulières qui ont permis d'analyser en particulier les années 1930 et 1940, ainsi que les relations avec l'Europe et avec l'Afrique du Sud. Il en résulte une situation historiographique qui comporte quelques domaines assez bien travaillés, mais aussi des domaines en friche ou en jachère.

## Recherches actuelles

Depuis quelques années, les recherches sur l'histoire économique ne se multiplient plus. Toutefois, des travaux novateurs ont été publiés (par exemple, Rauh 2009). Ils permettent d'élargir et d'améliorer les connaissances sur différents aspects essentiels.

Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, les cartels se sont multipliés en Suisse où ils occupent une place centrale dans l'économie. Grâce aux archives de l'industrie des câbles, Alain Cortat a pu montrer les profits accumulés, les efforts pour la recherche et le développement, ainsi que le rôle primordial des patrons suisses dans le cartel international (Cortat 2009).

La crise des années 1930 a déjà suscité de nombreux travaux, mais c'est Philipp Müller qui a montré, dans une vaste synthèse, les articulations des aspects industriels, financiers, monétaires et sociaux de cette décennie, sur la base de nombreuses archives publiques et privées (Müller 2010).

A partir de l'entre-deux-guerres, les relations économiques avec la France se caractérisent par les atouts, notamment financiers et monétaires, dont disposent la Suisse. Grâce à l'analyse d'archives en Suisse et à l'étranger, Janick Marina Schaufelbuehl a démontré ce qu'elle nomme «la force du petit» (Schaufelbuehl 2009). Dans une démarche analogue, Isabelle Paccaud a déjà apporté sa contribution à l'analyse des rapports avec le Royaume-Uni (Müller/Paccaud/Schaufelbuehl 2003). Dans la foulée des travaux de la CIE, des analyses des entreprises suisses à l'étranger ont été publiées (Ammann/Engler 2007). De plus, les relations avec l'Italie sont désormais mieux connues (Gerardi 2007; Kuder 2002). Pour l'après-guerre, les travaux d'Antoine Fleury et la publication des *Documents diplomatiques suisses* (DDS), ainsi que la base de données [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch) permettent d'appréhender les relations de la Suisse avec l'Europe en construction. Les années 1950 ont été analysées par Roland Maurhofer, qui a aussi contribué à l'édition des DDS (Maurhofer 2001). Le début des années 1960 a été analysé par Martin Zbinden qui a étudié la demande d'association déposée par la Suisse avant que la Grande-Bretagne ne se heurte au veto du général De Gaulle en 1963 (Zbinden 2006). Pour la période ultérieure, on dispose de la thèse de Thomas Gees qui montre les effets de la construction européenne sur la Suisse malgré le fait qu'elle se tienne éloignée de la participation politique aux institutions issues du Traité de Rome (Gees 2006).

Les fonctions occupées par l'Etat (Confédération et cantons) peuvent désormais être mieux analysées. Alors que les discours habituels soulignent que la Suisse est un petit pays et un bastion du libéralisme, des travaux historiques montrent le rôle essentiel des structures étatiques, à la fois sur le plan interne et face à l'étranger (Dirlewanger/Guex/Pordenone 2003). En effet, les concurrences



internes, ainsi que la nécessité de garantir et d'étendre les positions acquises sur le marché mondial, rendent nécessaires les activités étatiques. Les conflits internes entre les branches économiques et même à l'intérieur de celles-ci doivent être gérés par des acteurs publics. Ceux-ci sont aussi appelés à préserver et à élargir les niches occupées par l'économie suisse à travers le monde, ce qui implique aussi que les acteurs publics préfèrent déléguer leurs compétences aux milieux d'affaires. Cette complexité qui résulte des multiples conflits et des gestions de compétences est caractérisée par les uns comme un «néo-corporatisme»; d'autres considèrent qu'il s'agit d'un corporatisme libéral et conservateur.

La politique économique, c'est aussi la gestion de la main d'œuvre étrangère. A l'époque contemporaine, le marché du travail en Suisse est caractérisé par une émigration massive et par la présence de personnes qui viennent de l'étranger (Arlettaz 2004). A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les départs deviennent de plus en plus inférieurs aux arrivées. Cette composante structurelle subit des effets conjoncturels, mais s'incruste malgré la politique de lutte contre la «surpopulation étrangère» (Perrenoud 2005). Après l'augmentation enregistrée à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et qui culmine en 1914, l'émergence de la politique fédérale face aux étrangers s'accompagne de compromis entre les secteurs économiques, entre ceux qui souhaitent restreindre l'immigration et ceux qui veulent maintenir les possibilités d'entrer en Suisse, notamment pour les touristes (Gast 1997). Pendant la crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale, les restrictions s'aggravent et se multiplient, malgré la prospérité économique qui persiste dès l'immédiat après-guerre. La crainte durable d'un effondrement économique et social qui serait analogue à celui qui résulta de la Première Guerre mondiale détermine la politique de «rotation» de la main d'œuvre étrangère afin d'éviter que les étrangers ne s'intègrent en Suisse et ne soient dans une situation plus favorable pour revendiquer des droits économiques et sociaux. Pour les industries confrontées à la pléthore de commandes après 1945, cette attitude se traduit par un développement de type extensif, c'est-à-dire une augmentation des unités de production et des postes de travail, au détriment d'une croissance intensive, basée sur une hausse de la productivité. A partir des années 1960, les effets de la construction européenne, qui accorde des droits aux travailleurs migrants, et de l'émergence de concurrents dotés d'appareils productifs rénovés, modernisés et performants vont poser des problèmes croissants à l'économie suisse. Signé en 1964, l'accord avec l'Italie marque une étape dans l'histoire de la politique migratoire suisse (Cerutti 2005).

Parmi les secteurs économiques dans lesquels les acteurs étatiques remplissent des fonctions indispensables, l'horlogerie occupe une place centrale. La production très décentralisée et hétérogène de marchandises destinées surtout au marché mondial implique que les autorités politiques contribuent à assurer la

cohésion de cette industrie et à préserver ses capacités concurrentielles sur le plan international (Koller 2003). A plusieurs reprises, l'industrie de la montre a subi des crises très profondes qui ont nécessité des modernisations technologiques, des structures cartellisées, des interventions étatiques, puis une adaptation aux conditions nouvelles à la fin du 20e siècle sous l'impact de la libéralisation et de la mondialisation (Donzé 2009).

## Déficits de l'historiographie et perspectives de recherche

Depuis les années 1930, la *Feuille fédérale* contient de nombreux rapports sur les relations économiques extérieures. Ces exposés rédigés par de hauts fonctionnaires ou par des membres du gouvernement contiennent des informations chiffrées et factuelles qui donnent une image de l'évolution de la politique économique. Toutefois, ces exposés remplissent une fonction politique: il s'agit aussi pour les autorités de présenter leurs perceptions des problèmes, leurs décisions et leurs activités afin d'élaborer un consensus entre les différentes branches économiques et d'obtenir une approbation par le Parlement ou par la population. Ces exposés peuvent donc fournir la matière première d'ouvrages qui présentent l'histoire récente en suivant les directions et interprétations qui se trouvent dans ces publications officielles. De même, la plupart des chapitres sur les relations économiques dans le *Rapport Bonjour* se terminent par une citation d'un rapport du *Vorort*.

Comme le remarque Gees (Gees 2006), la consultation des archives fait ressortir d'autres aspects de la politique économique que ceux qui se trouvent dans ces publications fédérales ou patronales.

Des perspectives de recherches peuvent être indiquées dans les quatre domaines suivants: les organisations professionnelles, les biographies de personnalités, l'analyse sociopolitique des milieux dirigeants, les problèmes de la formation et de la recherche.

1. Sur les activités des organisations professionnelles, les analyses ne sont que partielles ou limitées à une période chronologique. Benedikt Hauser a analysé les débuts du *Vorort* (Hauser 1985). Pour les années 1930 et 1940, Christian Werner a dévoilé la nébuleuse des milieux patronaux en Suisse alémanique (Werner 2000). Plusieurs études de la CIE apportent des éléments nouveaux sur les activités des milieux d'affaires, mais il manque notamment une analyse sur la longue durée du *Vorort*. Cette analyse devrait dégager les réseaux économiques et politiques tissés par cette organisation centrale ainsi que l'Association suisse des banquiers, comme l'ont montré ces études récentes. D'autres organisations patronales, dans les industries, les arts et métiers, les banques et les assurances,



doivent encore être étudiées, ainsi que les Chambres de commerce dans les cantons et à l'étranger. Au sujet de l'Office suisse d'expansion commerciale, les publications de ses dirigeants (John Brunner et Albert Masnata) donnent quelques pistes de recherches qui ont été suivies par des travaux dans quelques pays ou régions du monde, par exemple au Congo (Kaufmann 1994). Mais il manque encore des analyses systématiques. De même, les relations entre les entreprises et les représentations diplomatiques et consulaires doivent être étudiées. On peut observer que des dirigeants d'entreprises comme Volkart ou l'Union Handels-Gesellschaft AG, occupent de nombreux postes dans le réseau consulaire. Les travaux pionniers de Béatrice Veyrassat sur les réseaux d'affaires internationaux doivent être prolongés sur une plus longue période et élargi à d'autres continents (Veyrassat 1993). Pour la période postérieure à 1945, les premières investigations sur la Société du Mont-Pèlerin, attestent l'importance des contacts internationaux pour les milieux économiques et les universitaires néo-libéraux (Longchamp/Steiner 2009), mais des lacunes restent à combler.

2. Les études sur la politique économique font ressortir l'importance de personnalités centrales, l'exemple le plus fameux étant Alfred Escher (1819–1882). Sur celui-ci ou sur une personnalité certes moins importante William Rappard (1883–1958), des biographies ont été publiées avec l'appui de leurs héritiers (familiaux ou socio-économiques) (Jung 2006, 2009; Monnier 1995). Rédigés par des universitaires, ces ouvrages volumineux contiennent d'innombrables informations fort intéressantes, mais une synthèse pertinente reste à écrire.

Une personnalité du calibre de l'industriel et diplomate Hans Sulzer (1876–1959) n'a pas encore fait l'objet d'une telle publication. Les parcours de deux dirigeants qui ont imprégné la politique économique de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale et les crises de l'entre-deux-guerres, Edmund Schulthess (1868–1944) et Hermann Obrecht (1882–1940), ont été retracés par Hermann Böschenstein (1905–1997), journaliste très bien informé (Böschenstein 1966, 1981). Ces deux ouvrages publient des faits qui permettent de comprendre les grandes lignes de la politique pratiquée par ces dirigeants, mais ils ne correspondent pas aux exigences actuelles pour des études biographiques, car on n'y trouve pas de références archivistiques ni d'analyses des réseaux personnels et sociaux.

La situation historiographique est encore plus embryonnaire pour la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Alors que dès les années 1930, Heinrich Homberger (1896–1985) occupe une place centrale dans le monde patronal et dans la politique gouvernementale, on ne dispose pas encore d'une biographie satisfaisante. Seul un mémoire de licence (Pasche 2000) a été rédigé et il traite surtout des années 1930 et 1940. L'ampleur et la profondeur de l'influence de Homberger nécessitent des analyses supplémentaires. Des indications se trouvent dans de nombreux documents publiés et dans des publications (mémoires de personnalités ou analyses historiques) qui



évoquent l'omniprésence de Homberger dans les phases décisives de la politique économique de la Confédération des années 1920 aux années 1960.

Des biographies des personnalités dirigeantes de l'économie et de la politique versent souvent dans l'hagiographie ou l'autojustification, mais Malik Mazbouri a montré que d'autres méthodes doivent être appliquées et que les résultats en sont probants (Mazbouri 2005). Dans cette foulée, des analyses de personnalités telles que Adolf Jöhr ou Ernst Wetter sont indispensables. Elles permettraient d'envisager avec d'autres perspectives l'histoire contemporaine de la Suisse. Pour ne prendre qu'un exemple, on évoque souvent les années 1945–1961 comme «l'ère Petitpierre». Certes, l'ancien président de la Chambre suisse d'horlogerie, élu au Conseil fédéral où il dirige pendant 16 ans le Département politique, imprègne l'orientation de la diplomatie d'après-guerre. Mais il serait plus conforme aux résultats des recherches récentes de parler de «l'ère Homberger» qui dirige le *Vorort* de 1938 à 1965 et joue le rôle central dans la «délégation économique permanente». On pourrait aussi considérer qu'une «ère Hans Schaffner» a caractérisé les années 1941–1966, dirigeant l'économie de guerre, la Division du Commerce, puis le Département de l'économie publique, avant d'occuper des fonctions considérables dans l'économie privée après sa démission du Conseil fédéral en 1966. Or, pour ces deux personnalités, il manque encore des analyses élargies et approfondies. Les mémoires ou les recueils de publications de personnalités comme Albert Weitnauer (1916–1984) ou Paul Jolles (1919–2000) fournissent des indications, mais il est nécessaire d'en faire une analyse historique.

3. Il manque une analyse des réseaux que tissent et entretiennent les personnalités et les organisations dirigeantes. A maintes reprises, le regretté Jean-François Bergier a souligné cette lacune que la CIE ne pouvait pas combler malgré cette nécessité historiographique. Les recherches en cours, sous la direction de Thomas David et André Mach, *Les élites suisses au 20e siècle: un processus de différenciation inachevé? (Project FNS no. 113550)* sont nécessaires et prometteuses. Il sera aussi important de dégager les réseaux en Suisse et de montrer les liens internationaux que les milieux d'affaires suisses savent tisser discrètement depuis des générations.

L'analyse des milieux dirigeants, par le biais des personnalités ou par celui des organisations professionnels, devraient permettre de mieux comprendre comment s'articulent les différentes dimensions de l'économie suisse (industries/établissements financiers, exportations de marchandises et exportations de capitaux, flux financiers privés et «coopération au développement», et caetera). Il serait nécessaire de montrer comment des choix stratégiques sont préparés et mis en œuvre afin de développer des créneaux porteurs de l'essor économique. Par exemple, pendant les crises de l'entre-deux-guerres, le textile ne bénéficie pas d'interventions étatiques aussi importantes que l'horlogerie et les banques. Au

cours de la Seconde Guerre mondiale, la place financière affirme sa puissance et son potentiel; même si les banquiers continuent de se plaindre de la primauté des intérêts industriels, les autorités politiques agissent en fonction des intérêts des établissements financiers qui en bénéficieront encore davantage au cours des décennies ultérieures.

4. Des auteurs comme Max Weber ou David S. Landes ont écrit au sujet des relations entre culture, religion, économie, formation professionnelle et innovation industrielle. Dans le cas de la Fabrique de Cortaillod, Pierre Caspard a montré l'importance de l'éducation dans les débuts de l'industrie (Caspard 1979). L'importance des systèmes de formation scolaire et professionnelle, y compris les écoles polytechniques, est maintes fois soulignée. Des travaux sur la recherche et le développement ont été publiés (notamment Pasquier 2008). Mais il manque une analyse historique qui englobe de vastes perspectives, en montrant les articulations entre les mutations techniques, les crises économiques, les développements des systèmes de formation et des instituts de recherches. Dans plusieurs branches économiques ou régions, le savoir-faire constitue à la fois un pilier de la prospérité économique et un facteur de cohésion sociale et politique.

Bref, la politique économique de la Suisse contemporaine nécessite encore des travaux historiques afin de dépasser les limites actuelles, qu'elles soient chronologiques, géographiques ou sectorielles, des publications disponibles. Les motivations commémoratives occupent encore une place trop grande dans les ouvrages publiés. Il est nécessaire que les recherches se multiplient et s'affranchissent de ces limites. Les méthodes d'autres sciences sociales et les exemples de recherches menées hors de Suisse peuvent stimuler des investigations sur la politique économique. Certes, les archives des entreprises restent trop souvent closes, mais le potentiel heuristique des archives publiques est loin d'avoir été épuisé. Les crises actuelles peuvent aussi contribuer à motiver des recherches sur la politique économique, qui constitue une ligne nodale de l'essor de la Suisse.

#### *Bibliographie*

- Ammann Klaus, Engler Christian (2007), *Husten, Schmerz und Kommunismus: das Basler Pharma-Unternehmen F. Hoffmann-La Roche in Osteuropa 1896–1957*, Zürich.
- Arlettaz Gérald et Silvia (2004), *La Suisse et les étrangers: Immigration et formation nationale (1848–1933)*, Lausanne.
- Bairoch Paul, Körner Martin (éd.) (1990), *La Suisse dans l'économie mondiale (15e–20e s.)*, Zurich.
- Baumann Werner (1993), *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der schweizerische Bauernverband 1897–1918*, Zürich.
- Baumann Werner, Moser Peter (1999), *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918–1968*, Zürich.



- Behrendt Richard (1932), *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus*, Zürich.
- Bergier Jean-François (1984), *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne.
- Böschenstein Hermann (1966), *Bundesrat Edmund Schulthess, Krieg und Krisen*, Bern.
- Böschenstein Hermann (1981), *Bundesrat Obrecht 1882–1940*, Solothurn.
- Bott Sandra et al. (2005), *Suisse – Afrique (18e–20e siècles): de la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster etc.
- Bott Sandra, Guex Sébastien, Etemad Bouda (2005), *Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'apartheid (1945–1990)*, Lausanne.
- Bourgeois Daniel (1974), *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933–1941*, Neuchâtel.
- Bourgeois Daniel (1998), *Business helvétique et troisième Reich: milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Genève.
- Brunner John (1926), *Die zollpolitischen Interessen des gewerblichen und kaufmännischen Mittelstandes der Schweiz*, Zürich.
- Caspar Pierre (1979), *La Fabrique-Neuve de Cortailod: entreprise et profit pendant la révolution industrielle: 1752–1854*, Paris, Fribourg.
- Cerutti Mauro (2005), «La politique migratoire de la Suisse 1945–1970», in *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich, 89–134.
- Cortat Alain (2009), *Un cartel parfait. Réseaux, R & D et profits dans l'industrie suisse des câbles*, Neuchâtel.
- Dirlwanger Dominique, Guex Sébastien, Pordenone Gian-Franco (2003), *La politique commerciale de la Suisse de la Seconde Guerre mondiale à l'entrée au GATT (1945–1966)*, Zurich.
- Donzé Pierre-Yves (2009), *Histoire de l'industrie horlogère suisse: de Jacques David à Nicolas Hayek (1850–2000)*, Neuchâtel.
- Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.) (1998), *Les relations internationales et la Suisse*, Lausanne.
- Fleury Antoine (1986), «La situation particulière de la Suisse au sein de l'organisation européenne de coopération économique (OECE)», in Poidevin Raymond (dir.), *Histoire des débuts de la construction européenne, mars 1948 – mai 1950. Actes du colloque de Strasbourg, 28–30 mai 1984*, Bruxelles, 95–117.
- Fleury Antoine (1993), «Le patronat suisse et l'Europe: du Plan Marshall aux traités de Rome», in Dumoulin Michel et al. (éd.), *L'Europe du patronat: de la Guerre froide aux années 1960, Actes du colloque de Louvain-la-Neuve des 10 et 11 mai 1990*, Berne, 165–189.
- Forster Gilles (2001), *Transit ferroviaire à travers la Suisse (1939–1945)*, Publications de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale 4, Zurich.
- Frech Stefan (2001), *Clearing. Der Zahlungsverkehr der Schweiz mit den Achsenmächten*, Unabhängige Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg 3, Zürich.
- Frech Stefan et al. (2002), «Bilaterale Arrangements und korporatistischer Entscheidungsprozess. Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik und europäische Integrationskonzepte 1930–1960», in Sandkühler Thomas et al. (Hg.), *Europäische Integration. Deutsche Hegemonialpolitik gegenüber Westeuropa 1920–1960*, Göttingen, 223–251.
- Gast Uriel (1997), *Von der Kontrolle zur Abwehr. Die eidgenössische Fremdenpolizei im Spannungsfeld von Politik und Wirtschaft 1915–1933*, Zürich.
- Gees Thomas (1999), «Interessenclearing und innere Absicherung. Zur Zusammenarbeit zwischen Verwaltung und Privatverbänden in der schweizerischen Aussenpolitik 1930–1960», in Hug Peter, Kloter Martin (Hg.), *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik 1930–1960: Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich, 141–172.

- Gees Thomas (2006), *Die Schweiz im Europäisierungsprozess. Wirtschafts- und gesellschaftspolitische Konzepte am Beispiel der Arbeitsmigrations-, Agrar- und Wissenschaftspolitik, 1947–1974*, Zürich.
- Gees Thomas, Kellerhals-Mäder Andreas, Meier Daniela (2000), *Die Verwaltung der schweizerischen Aussenpolitik 1914–1978. Bundesrat und Bundesverwaltung: Entscheidungsprozesse und Netzwerke in der Landwirtschafts- und Umweltschutzaussenpolitik*, Zürich.
- Gerardi Dario (2007), *La Suisse et l'Italie 1923–1950. Commerce, finance et réseaux*, Neuchâtel.
- Gern Philippe, Arlettaz Silvia (1993), *Relations franco-suissees. La confrontation de deux politiques économiques*, Genève.
- Gilomen Hans-Jörg, Müller Margrit, Veyrassat Béatrice (éd.) (2003), *La globalisation – Chances et risques. La Suisse dans l'économie mondiale 18e–20e siècles*, Zurich.
- Groebner Valentin, Guex Sébastien, Tanner Jakob (éd.) (2008), *Economie de guerre et guerres économiques*, Zurich.
- Gruner Erich (1954), «Wirtschaftsverbände und Staat. Das Problem der wirtschaftlichen Interessenvertretung in historischer Sicht», *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik* 90, 1–27.
- Gruner Erich (1956), «Der Einfluss der schweizerischen Wirtschaftsverbände auf das Gefüge des liberalen Staates», *Revue suisse d'histoire* 6, 315–368.
- Guex Sébastien (éd.) (1999), *La Suisse et les grandes puissances: 1914–1945: relations économiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève.
- Gygax David (2001), *La Swiss-South African Association (1956–2000). Un organe du capital helvétique en Afrique du Sud*, Fribourg.
- Hauser Benedikt (1985), *Wirtschaftsverbände im frühen schweizerischen Bundesstaat (1848–1874): vom regionalen zum nationalen Einzugsgebiet*, Basel, Frankfurt a. M.
- Höpflinger François (1978), *L'empire suisse*, Genève (traduit de: *Das unheimliche Imperium*, Zürich 1977).
- Hug Peter (1998), «Innenansicht der Aussenpolitik – Akteure und Interessen», in Studer Brigitte (Hg.), *Etappen des Bundesstaates. Staats- und Nationsbildung in der Schweiz, 1848–1998*, Zürich, 203–236.
- Hug Peter (1999), «Bundesrätliche Verhandlungsdelegationen, aussenpolitische Entscheidungsstrukturen und innenpolitische Legitimation. Historische Wurzeln der Präferenz für bilaterale und sektorielle Verhandlungsführung und Folgeprobleme eines überholten Modells», in *Entscheidungsprozesse*, NFP 42 Working Paper Nr. 12, Bern, 59–72.
- Hug Peter, Kloter Martin (Hg.) (1999), *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik 1930–1960: Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich.
- Inglin Oswald (1991), *Der stille Krieg. Der Wirtschaftskrieg zwischen Grossbritannien und der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich.
- Jost Hans Ulrich (1998), *Politik und Wirtschaft im Krieg 1938–1948*, Zürich (traduction française: *Le salaire des neutres*, Paris, 1999).
- Jost Hans Ulrich, Ceni Monique, Leimgruber Matthieu (éd.) (2006), *Relations internationales et affaires étrangères suisses après 1945*, Lausanne.
- Jung Joseph (2006), *Alfred Escher, 1819–1882: der Aufbruch zur modernen Schweiz*, Zürich.
- Jung Joseph (2009), *Alfred Escher, 1819–1882 – Aufstieg, Macht, Tragik*, Zürich.
- Karmin Doris (1944), *La politique commerciale de la Suisse, 1932 à 1939. Contingents et accords de clearing*, Genève.
- Kaufmann Lyonel (1994), «Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930–1960)», *Les Annuelles* 5, 43–94.
- Keel Guido Adalberto (1980), *Le Grand patronat suisse face à l'intégration européenne*, Berne.



- Kleisl Jean-Daniel (2001), *Electricité suisse et Troisième Reich*, Zurich.
- Kobelt Eduard (1987), *Die Wirtschaftspolitik der Gewerkschaften 1920–1950. Der Einfluss einzelner Gewerkschaftsverbände und Persönlichkeiten auf die Wirtschaftspolitik des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes*, Zürich.
- Koller Christophe (2003), *L'industrialisation et l'Etat au pays de l'horlogerie: contribution à l'histoire économique et sociale d'une région suisse: «de la lime à la machine»*, Courrendlin.
- Kreis Georg (2005), *Die Schweiz und Südafrika 1948–1994. Schlussbericht des im Auftrag des Bundesrats durchgeführten NFP 42+*, Bern.
- Kreis Georg (2007), *La Suisse et l'Afrique du Sud 1948–1994: rapport final du PNR 42+ réalisé sur mandat du Conseil fédéral*, Carouge-Genève.
- Kuder Martin (2002), *Italia e Svizzera nella seconda guerra mondiale. Rapporti economici e antecedenti storici*, Roma.
- Loepfe Willi (2006), *Geschäfte in spannungsgeladener Zeit. Finanz- und Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland 1923 bis 1946*, Weinfelden.
- Longchamp Olivier, Steiner Yves (2009), «Comment les banquiers et industriels suisses ont financé le renouveau libéral», *L'économie politique* 44, octobre, 76–92.
- Luciri Pierre (1976), *Le prix de la neutralité: la diplomatie secrète de la Suisse en 1914–1915 avec des documents d'archives inédits*, Genève.
- Maurhofer Roland (2001), *Die schweizerische Europapolitik vom Marshallplan zur EFTA 1947–1960. Zwischen Kooperation und Integration*, Bern.
- Mazbouri Malik (2005), *L'émergence de la place financière suisse (1890–1913). Itinéraire d'un grand banquier*, Lausanne.
- Mazbouri Malik (2009), «Le démon du pouvoir? Idéal scientifique et pratiques politiques. Réflexions sur le cas de Julius Landmann, 1877–1931», in Metzger Franziska, Vallotton François (éd.), *L'historien, l'historienne dans la cité*, Lausanne, 53–73.
- Meier Martin et al. (2002), *Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik 1930–1948. Strukturen – Verhandlungen – Funktionen*, Zürich.
- Monnier Victor (1995), *William E. Rappard, Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève, Bâle.
- Müller Philipp (2010), *La Suisse en crise (1929–1936). Les politiques monétaire, financière, économique et sociale de la Confédération helvétique*, Lausanne.
- Müller Philipp, Paccaud Isabelle, Schaufelbuehl Janick Marina (2003), *Franc suisse, finance et commerce*, Lausanne.
- Ochsenbein Heinz (1971), *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit 1914 bis 1918. Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Bern.
- Pasche Cécile (2000), *Heinrich Homberger (1896–1985): servir la Patrie? Servir le Vorort...*, mémoire de licence, Lausanne.
- Pasquier Hélène (2008), *La «recherche et développement» en horlogerie: acteurs, stratégies et choix technologiques dans l'arc jurassien suisse (1900–1970)*, Neuchâtel.
- Perrenoud Marc (1988), «Banques et diplomatie suisses à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Politique de neutralité et relations financières internationales», *Etudes et Sources* 13/14, 7–124.
- Perrenoud Marc (2005), «La «surpopulation étrangère», une longue histoire suisse», in Eckmann Monique (dir.), *Racisme(s) et citoyenneté: un outil pour la réflexion et l'action*, Genève, Zurich, 85–100.
- Perrenoud Marc (2008), *Banquiers et diplomates suisses dans un monde en guerres (1938–1946)*, thèse, Genève.
- Rauh Cornelia (2009), *Schweizer Aluminium für Hitlers Krieg? Zur Geschichte der Alusuisse 1918–1950*, München.
- Rossfeld Roman, Straumann Tobias (Hg.) (2008), *Der vergessene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zürich.

- Ruch Christian, Rais-Liechti Myriam, Peter Roland (2001), *Geschäfte und Zwangsarbeit. Schweizer Industrieunternehmen im «Dritten Reich»*, Zürich.
- Rutz Wilfried (1970), *Die schweizerische Volkswirtschaft zwischen Währungs- und Beschäftigungspolitik in der Wirtschaftskrise*, Zürich.
- Schaller André (1987), *Schweizerische Neutralität im Ost-West-Handel. Das Hotz-Linder-Agreement vom 23. Juli 1951*, Bern, Stuttgart.
- Schaufelbuehl Janick Marina (2009), *La France et la Suisse ou la force du petit. Evasion fiscale, relations commerciales et financières (1940–1954)*, Paris.
- Schmid Hans, Graf Stefan, Liebig Thomas (2004), *Das Ausland und die schweizerische Wirtschaftspolitik seit 1945*, Bern.
- Spahni Walter (1977), *Der Ausbruch der Schweiz aus der Isolation nach dem Zweiten Weltkrieg untersucht anhand ihrer Aussenhandelspolitik 1944–1947*, Frauenfeld.
- Stucki Lorenz (1968), *Das heimliche Imperium. Wie die Schweiz reich wurde*, Bern (plusieurs éditions ultérieures en allemand; traduction en français: *L'empire occulte: Les secrets de la puissance helvétique*, Paris 1970).
- Tschumi Hans, Jaccard Robert (1929), *L'Union Suisse des Arts et Métiers. Histoire et activité, 1879 à 1929*, Lausanne.
- Veyrassat Béatrice (1993), *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève.
- Veyrassat Paul (1969), *La Suisse et la création de l'AELE (1958–1960)*, Neuchâtel.
- Vogel René Maurice William (1966), *Les conditions de la politique commerciale de la Suisse*, Montreux.
- Wehrli Bernhard (1970), *Aus der Geschichte des Schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins 1870–1970. Zum hundertjährigen Bestehen des Vororts*, Erlenbach-Zürich, Stuttgart.
- Wehrli Bernhard (1972), *Le Vorort, mythe ou réalité?*, Neuchâtel.
- Werner Christian (2000), *Für Wirtschaft und Vaterland. Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928–1947*, Zürich.
- Zbinden Martin (2000), «Die schweizerische Integrationspolitik von der Gründung der OECE 1948 bis zum Freihandelsabkommen 1972», in Gehler Michael, Steininger Rolf (ed.), *The Neutrals and the European Integration 1945–1995*, Wien, 389–420.
- Zbinden Martin (2006), *Der Assoziationsversuch der Schweiz mit der EWG 1961–1963. Ein Lehrstück schweizerischer Europapolitik*, Bern.